

Monsieur et Madame BESCOND

le 17 juillet 1990
à l'Élysée.

à Monsieur MITTERRAND

Président de la République Française

Monsieur le Président,

Si complexe que soit cette affaire de l'attentat du 21 décembre 1989 à AWEL au SOUDAN, il est tout de même possible de savoir à qui profite ce crime. Crime qui fait de nombreuses victimes dans la population du fait de la non assistance, conséquence du départ des Medecins sans Frontière.

Des français en sont morts. Au gouvernement de rechercher et dénoncer les responsables. Sinon la France accepte que des états du monde continuent à tuer des français impunément.

Jean-Paul nous a rassurés avant de partir au Soudan, nous affirmant que M.S.F., étant une Organisation Non Gouvernementale, est protégé par des accords internationaux garantissant la vie de ceux qui s'y dévouent.

Cette garantie n'existe donc plus? Nous attendons des explications.

Pour l'instant, on nous laisse ignorer.

Nous venons donc exprimer notre indignation et protester contre l'inertie apparente des responsables et sommes prêts à penser qu'ils cherchent les moyens d'étouffer l'affaire.

Nous vous sollicitons vivement, Monsieur le Président, d'exercer votre Pouvoir afin que justice soit rendue en faveur des victimes de l'attentat d'AWEL le 21 décembre 1989.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'assurance de nos sentiments respectueux.

Exprimé devant Monsieur Arnaud, chargé d'affaires de Monsieur Mitterrand
Président de la République Française, le 17 juillet 1990.